

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 février 2021

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3887)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 80

présenté par

Mme Frédérique Dumas, M. Pancher, M. Clément, M. Acquaviva, M. Castellani, M. Colombani,
Mme De Temmerman, Mme Dubié, M. Falorni, M. François-Michel Lambert, M. Lassalle,
M. Molac, Mme Pinel, M. Simian et Mme Wonner

ARTICLE PREMIER

I. – Après l'année :

« 2022 »,

supprimer la fin de la première phrase de l'alinéa 3.

II. – En conséquence, après la même phrase du même alinéa, insérer la phrase suivante :

« Elle consacrerait 0,7 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement en 2025. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans son avis de suite de septembre 2020, le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) se positionne ainsi sur cette question : « Notre Assemblée avait toutefois regretté que l'objectif de 0,7 % du RNB dédié à l'APD, objectif emblématique retenu dans les années 1970 par les pays membres de l'OCDE dans le cadre du Comité d'aide au développement (CAD/OCDE), ne soit pas rappelé avec une échéance plus claire. La nouvelle version du projet de loi ne présente pas d'avancée significative dans ce domaine. L'objectif de 0,7 % y est toujours bien mentionné, sans toutefois préciser qu'il doit être atteint en 2025. »

Comme le rappelle le CESE, cet objectif est ancien. Si depuis les années 1970 quelques pays l'ont atteint, la France a plusieurs fois rappelé son intérêt pour cet objectif sans jamais l'atteindre. Si nous pouvons saluer que soit inscrit dans la loi que l'objectif de 0,55 % sera atteint en 2022, nous ne pouvons pas simplement mentionner que l'objectif de 0,7 % sera porté « ultérieurement ». Bien que la crise sanitaire actuelle nécessitera que les pays économiquement avancés aillent bien au-delà de

cet objectif pour financer l'aide publique au développement, inscrire une date butoir pour atteindre l'objectif de 0,7 % permettra d'afficher dans la loi la volonté de la France de continuer à augmenter son aide publique au développement sur le moyen terme.

L'objectif de 0,7% du RNB est une valeur de référence qu'il convient donc de conforter. Même s'il est important de rappeler que si le respect de cet objectif est essentiel il n'est toutefois pas suffisant. La traduction en valeur absolue de ce pourcentage ainsi que la nature des dépenses comptabilisées sont bien sûr deux autres marqueurs essentiels.